

COUR D'ARBITRAGE

F. 92 — 1590

[C — 21183]

Arrêt n° 40/92 du 13 mai 1992

Numéro du rôle : 293

En cause : le recours en annulation, à l'article 21 du décret de la Région wallonne du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement (*Moniteur belge* du 24 janvier 1986), des mots « ou juridictionnelle », introduit par le Conseil des Ministres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents I. Pétry et J. Delva, et des juges L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel et P. Martens, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le président I. Pétry,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours

Par requête du 24 juin 1991 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 25 juin 1991, le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, demande l'annulation, à l'article 21 du décret de la Région wallonne du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement, des mots « ou juridictionnelle » (*Moniteur belge* du 24 janvier 1986).

II. La procédure

Par ordonnance du 25 juin 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la prédite loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi susdite par lettres recommandées à la poste le 18 juillet 1991 remises aux destinataires le 19 juillet 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi susdite a été publié au *Moniteur belge* du 30 juillet 1991.

Par ordonnance présidentielle du 7 août 1991, le délai imparti à l'Exécutif régional wallon pour introduire un mémoire en la cause a été prorogé jusqu'au 20 septembre 1991 inclus.

L'Exécutif régional wallon, représenté par son Ministre-Président, dont le cabinet est établi à 5000 Namur, rue de Fer 42, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 20 septembre 1991.

Copie de ce mémoire a été transmise conformément à l'article 89 de la loi organique par lettre recommandée à la poste le 2 octobre 1991 et remise au destinataire le 4 octobre 1991.

Par ordonnance du 21 novembre 1991, la Cour a prorogé jusqu'au 24 juin 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 24 mars 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 23 avril 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 26 mars 1992 remises aux destinataires les 27 et 31 mars 1992.

A l'audience du 23 avril 1992 :

— ont comparu :

M. M. Bertrand, conseiller à la Chancellerie du Premier Ministre, pour le Conseil des ministres;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon.

— les juges P. Martens et L.P. Suetens ont fait rapport;

— le représentant et l'avocat précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. En droit

A.1. Le Conseil des ministres rappelle que, par son arrêt n° 41/90, la Cour a dit pour droit que la disposition attaquée violait les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, dans la mesure où elle habilite toute autorité juridictionnelle et notamment le Conseil d'Etat à ordonner le sursis à exécution d'une autorisation fondée sur le non-respect du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement. Il ne conteste pas la compétence du législateur décréteur pour permettre à une autorité administrative de surseoir à l'exécution d'une décision administrative. Il demande en conséquence l'annulation des seuls mots « ou juridictionnelle » qui figurent dans la disposition attaquée.

A.2. L'Exécutif de la Région wallonne admet que, tel qu'il est limité, le recours est recevable et fondé. Il précise que l'article 21 du décret du 11 septembre 1985 n'a pu écarter l'action en référé de droit commun et qu'en conséquence le président du tribunal de première instance siégeant en référé est compétent pour ordonner qu'il soit sursis à l'exécution d'une autorisation accordée au mépris d'une règle du système d'évaluation des incidences sur l'environnement, organisé par le décret du 11 septembre 1985.

Sur la recevabilité

B.1. Aux termes de l'article 4 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, « un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 26 bis de la Constitution par le Conseil des Ministres ou par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région lorsque :

1° (...)

2° la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 26 bis de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1er. Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour, selon le cas, au Premier Ministre et aux présidents des Exécutifs;

3° (...). »

L'arrêt n° 41/90 a été notifié au Conseil des ministres le 24 décembre 1990. La requête introduite le 24 juin 1991 est recevable.

Sur le fond

B.2. L'article 21 du décret régional wallon du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dispose comme suit :

« Si une requête déposée devant une autorité administrative ou juridictionnelle contre une autorisation est fondée sur le non-respect des règles du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement, l'autorité saisie peut ordonner même d'office le sursis à exécution de la décision attaquée en statuant de toute urgence. L'Exécutif peut arrêter les règles relatives à la durée du sursis à exécution, à sa levée, ainsi qu'aux modalités d'application de l'alinéa précédent. »

B.3. Les articles 3ter, 59bis et 107quater de la Constitution et les articles 4 à 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 ont conféré au législateur décretaal le pouvoir de régler par décret un certain nombre de matières. L'article 19, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose cependant que « le décret règle les matières visées aux articles 4 à 11, sans préjudice des compétences que la Constitution réserve à la loi. »

Il en résulte que, sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse a été donnée par les lois de réformes institutionnelles, le législateur décretaal ne peut régler les matières qui lui ont été attribuées qu'à la condition de n'empiéter en aucune façon sur les compétences réservées à la loi par la Constitution.

La possibilité donnée aux Conseils par l'article 10 de la loi spéciale de porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles ils ne sont pas compétents ne peut trouver à s'appliquer à des compétences que la Constitution réserve à la loi.

L'article 94 de la Constitution dispose : « Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établi qu'en vertu d'une loi. »

C'est en vertu de cette disposition constitutionnelle que le législateur détermine les compétences des juridictions de l'ordre judiciaire et des juridictions administratives.

B.4. En ce qu'il habilite toute autorité juridictionnelle à ordonner le sursis à exécution d'une autorisation, sursis fondé sur le non-respect du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement, le législateur décretaal détermine la compétence des juridictions. Il règle ainsi une matière réservée par la Constitution au législateur national, ainsi que l'a constaté la Cour dans son arrêt n° 41/90, en réponse à une question posée par le Conseil d'Etat.

B.5. L'article 21 du décret du 11 septembre 1985 viole, dans cette mesure, les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions. Les mots « ou juridictionnelle » qui figurent dans cette disposition doivent être annulés.

Par ces motifs :

La Cour

annule les mots « ou juridictionnelle » à l'article 21 du décret régional wallon du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 13 mai 1992.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président,

I. Pétry.

ARBITRAGEHOF

N. 92 — 1590

[C — 21183]

Arrest nr. 40/92 van 13 mei 1992

Rolnummer 293

In zake : het beroep tot vernietiging van de woorden « ou juridictionnelle » (of rechterlijke) in artikel 21 van het decreet van het Waalse Gewest van 11 september 1985 « organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement » (tot organisatie van de waardering van de weerlagen op het leefmilieu) (*Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1986), ingesteld door de Ministerraad.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters I. Pétry en J. Delva en de rechters L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel en P. Martens, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter I. Pétry,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Met een verzoekschrift van 24 juni 1991, aan het Hof gezonden bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief en ter griffie ontvangen op 25 juni 1991, heeft de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, een beroep ingesteld tot vernietiging van de woorden « ou juridictionnelle » (of rechterlijke) in artikel 21 van het decreet van het Waalse Gewest van 11 september 1985 « organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement » (tot organisatie van de waardering van de weerlagen op het leefmilieu) (*Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1986).

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 25 juni 1991 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Conform artikel 76 van de voormelde wet is van het beroep kennis gegeven bij op 18 juli 1991 ter post aangetekende brieven, die op 19 juli 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1991 bekendgemaakt.

Bij beschikking van 7 augustus 1991 heeft de voorzitter de termijn waarbinnen de Waalse Gewestexecutieve in deze zaak een memorie kon indienen, verlengd tot en met 20 september 1991.

De Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door haar Minister-Voorzitter, met ambtswoning te 5000 Namen, rue de Fer 42, heeft bij op 20 september 1991 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Conform artikel 89 van de organieke wet is een afschrift van die memorie bij op 2 oktober 1991 ter post aangetekende brief overgezonden en op 4 oktober 1991 aan de geadresseerde ter hand gesteld.

Bij beschikking van 21 november 1991 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, verlengd tot 24 juni 1992.

Bij beschikking van 24 maart 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en bepaald dat de zaak voorkomt op de terechtzitting van 23 april 1992.

Van die beschikking is aan de partijen kennis gegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 26 maart 1992 ter post aangetekende brieven, die op 27 en 31 maart 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 23 april 1992 :

— zijn verschenen :

Dhr. M. Bertrand, adviseur bij de Kanselarij van de Eerste Minister, voor de Ministerraad;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve.

— hebben de rechtvaarders P. Martens en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde vertegenwoordiger en advocaat gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

A.1. De Ministerraad herinnert eraan dat het Hof in zijn arrest nr. 41/90 voor recht heeft gezegd dat de aangevochten bepaling de regels schendt die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten in zoverre het elke rechterlijke instantie, en met name de Raad van State, ertoe machtigt bevel te geven tot uitstel van de uitvoering van een machtiging gegrond op het niet in acht nemen van het systeem ter waardering van de weerslagen van de ontwerpen op het leefmilieu. Hij betwist niet dat de decreetgever bevoegd is om een administratieve overheid toe te staan de uitvoering van een administratieve beslissing uit te stellen. Bijgevoegd vraagt hij de vernietiging van enkel de woorden « of rechterlijke » in de aangevochten bepaling.

A.2. De Waalse Gewestexecutieve is het er mee eens dat het beroep, zoals het is beperkt, ontvankelijk en gegrond is. Zij betoogt dat artikel 21 van het decreet van 11 september 1985 de gemeenrechtelijke vordering in kort geding niet heeft kunnen uitsluiten en dat de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zitting houdende in kort geding, bijgevolg bevoegd is om bevel te geven tot uitstel van de uitvoering van een machtiging gegrond op het niet in acht nemen van een regel van het systeem ter waardering van de weerslagen op het leefmilieu, georganiseerd door het decreet van 11 september 1985.

Ontvankelijkheid

B.1. Artikel 4 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof bepaalt :

« Voor de Ministerraad of voor de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel, wanneer :

1° (...)

2° Het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel één van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan, al naar het geval, de Eerste Minister en aan de Voorzitters van de Executieven;

3° (...) ».

Van arrest nr. 41/90 is op 24 december 1990 aan de Ministerraad kennis gegeven. Het op 24 juni 1991 ingediende verzoekschrift is ontvankelijk.

Ten gronde

B.2. Artikel 21 van het decreet van 11 september 1985 van het Waalse Gewest tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu, bepaalt :

« Indien een verzoek, neergelegd voor een bestuurlijke of rechterlijke autoriteit tegen een machtiging, gegrond is op het niet in acht nemen van de regels van het systeem ter waardering van de weerslagen van het ontwerp op het leefmilieu, kan de autoriteit voor wie dit verzoek is neergelegd zelfs ambtshalve bevel geven tot uitstel van de uitvoering van het bestreden besluit waarbij in allerijl uitspraak wordt gedaan. De Deelregering kan de regels opstellen met betrekking tot de duur van het uitstel van de uitvoering, de opheffing hiervan alsmede de modaliteiten ter toepassing van het voorgaande lid. »

B.3. De artikelen 3ter, 59bis en 107 quater van de Grondwet en de artikelen 4 tot 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 hebben aan de decreetgever de bevoegdheid verleend om bij decreet een aantal aangelegenheden te regelen. Artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt evenwel : « Het decreet regelt de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 tot 11, onverminderd de bevoegdheden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden. »

Daaruit vloeit voort dat, behoudens het geval waarin een bijzondere en uitdrukkelijke machtiging is gegeven door de wetten tot hervorming der instellingen, de decreetgever de hem toegewezen aangelegenheden enkel kan regelen mits hij op generlei wijze inbreuk maakt op de door de Grondwet aan de wet voorbehouden bevoegdheden.

De door artikel 10 van de bijzondere wet aan de Raden gegeven mogelijkheid om rechtsbepalingen uit te vaardigen met betrekking tot aangelegenheden waarvoor ze niet bevoegd zijn, is niet van toepassing op de bevoegdheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt.

Artikel 94 van de Grondwet bepaalt :

« Geen rechtbank, geen met eigenlijke rechtspraak belast orgaan kan worden ingesteld dan krachtens een wet. »

Krachtens die grondwetsregel bepaalt de wetgever de bevoegdheden van de administratieve of gemeenrechtelijke rechtscolleges.

B4. In zoverre de decreetgever aan elke rechterlijke overheid de bevoegdheid toekent om de uitvoering van een machtiging te schorsen wegens het niet in acht nemen van het systeem ter waardering van de weerslagen van de ontwerpen op het leefmilieu, bepaalt hij de bevoegdheid van de rechtscolleges. Aldus regelt hij een aangelegenheid die door de Grondwet aan de nationale wetgever is voorbehouden zoals het Hof in zijn arrest nr. 41/90, als antwoord op een vraag van de Raad van State, heeft vastgesteld.

B5. Artikel 21 van het decreet van 11 september 1985 schendt, in die mate, de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten De woorden « ou juridictionnelle » (of rechterlijke) moeten in die bepaling worden vernietigd.

Om die redenen,

Het Hof

vernietigt de woorden « ou juridictionnelle » (of rechterlijke) in artikel 21 van het decreet van het Waalse Gewest van 11 september 1985 « organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement » (tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu).

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 13 mei 1992.

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

I. Pétry.

SCHIEDSHOF

D 92 — 1590

[C — 21181]

Urteil nr. 40/92 vom 13. Mai 1992

Geschäftsverzeichnisnr. 293

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Wörter « oder gerichtlich » in Artikel 21 des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt (Staatsblatt vom 24. Januar 1986), erhoben durch den Ministerrat.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden I. Pétry und J. Delva sowie den Richtern L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel und P. Martens, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz der Vorsitzenden I. Pétry,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand des Antrags

Mit Klageschrift vom 24. Juni 1991, die dem Hof mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. Juni 1991 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhebt der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, Klage auf Nichtigerklärung der Wörter « oder gerichtlich » in Artikel 21 des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt (Staatsblatt vom 24. Januar 1986).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 25. Juni 1991 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung ernannt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Gemäß Artikel 76 des genannten Gesetzes wurde die Klage mit am 18. Juli 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 19. Juli 1991 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 1991.

Durch Anordnung vom 7. August 1991 hat die Gerichtsvorsitzende die Frist, die der Wallonischen Region für die Einreichung des Schriftsatzes in dieser Rechtssache gewährt wird, bis zum 20. September 1991 einschließlich verlängert.

Die Exekutive der Wallonischen Region, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, dessen Kabinett sich in 5000 Namur, rue de Fer 42, befindet, hat am 20. September durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Eine Abschrift dieses Schriftsatzes wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit einem am 2. Oktober 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief, der dem Adressaten am 4. Oktober 1991 zugestellt wurde, zugesandt.

Durch Anordnung vom 21. November 1991 verlängerte der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 24. Juni 1992.

Durch Anordnung vom 24. März 1992 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 23. April 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, und sie sowie ihre Rechtsanwälte wurden über den Sitzungstermin informiert; dies erfolgte mit am 26. März 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 27. bzw. am 31. März 1992 zugestellt wurden.

Zur Sitzung vom 23. April 1992:

— erschienen:

H. M. Bertrand, Berater in der Kanzlei des Premierministers, für den Ministerrat;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Exekutive der Wallonischen Region;

— haben die Richter P. Martens und L.P. Suetens Bericht erstattet;

— wurden der vorgenannten Vertreter und der vorgenannte Rechtsanwalt angehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

A.1. Der Ministerrat erinnert daran, daß der Hof durch sein Urteil Nr. 41/90 für Recht erklärt hat, daß die angefochtene Bestimmung in dem Maße gegen die Vorschriften verstoße, die durch die Verfassung oder aufgrund derselben festgelegt wurden, um die jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen zu bestimmen, wie sie es jeder Gerichtsinstanz und insbesondere dem Staatsrat erlaubt, den Aufschub der Ausführung einer Genehmigung, die auf der Nichteinhaltung des Systems zur Bewertung der Auswirkungen der Projekte auf die Umwelt beruht, anzuordnen. Er ficht nicht die Befugnis des Dekretgebers an, einer Verwaltungsbehörde den Aufschub der Ausführung einer Verwaltungsentscheidung zu erlauben. Folglich beantragt er die Nichtigerklärung der Wörter « oder gerichtlich », die in der angefochtenen Bestimmung enthalten sind.

A.2. Die Exekutive der Wallonischen Region räumt ein, daß die in dieser Weise eingeschränkte Klage zulässig und begründet ist. Sie verweist darauf, daß Artikel 21 des Dekretes vom 11. September 1985 eine Référé-Klage des allgemeinen Rechts nicht verhindern konnte und das folglich der Vorsitzende des im Référé-Verfahren tagenden Gerichtes erster Instanz befugt ist, den Aufschub der Ausführung einer Genehmigung anzuordnen, die unter Mißachtung einer Vorschrift des durch das Dekret vom 11. September 1985 organisierten Systems zur Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt erteilt wurde.

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.1. Gemäß Artikel 4 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof « wird eine neue Frist von sechs Monaten für die Erhebung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekretes oder einer in Artikel 26bis der Verfassung erwähnten Vorschrift durch den Ministerrat oder die Exekutive einer Gemeinschaft oder Region eröffnet, wenn :

1° (...)

2° der Hof, der über eine präjudizielle Frage entscheidet, erklärt hat, daß dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 26bis der Verfassung erwähnte Vorschrift gegen eine der Vorschriften oder einen Verfassungssatzartikel, auf die sich Artikel 1 bezieht, verstößt. Diese Frist beginnt am Tage der Zustellung des Urteils des Hofes an den Premierminister oder die Präsidenten der Exekutiven, je nach Fall;

3° (...).

Das Urteil Nr. 41/90 wurde dem Ministerrat am 24. Dezember 1990 zugestellt. Die am 24. Juni 1992 erhobene Klage ist zulässig.

Über die Sache selbst

B.2. Artikel 21 des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. September 1985 « zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt » bestimmt folgendes :

« Wenn eine vor einer Verwaltungs- oder Gerichtsbehörde gegen eine Genehmigung erhobene Klageschrift auf der Nichtbeachtung der Vorschriften des Systems zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen der Projekte auf die Umwelt gründet, kann die befugte Behörde selbst von Amts wegen den Aufschub der Ausführung der angefochtenen Bestimmung anordnen, indem sie in aller Dringlichkeit entscheidet. Die Exekutive kann die Vorschriften bezüglich der Dauer des Aufschubs der Ausführung, ihrer Aufhebung sowie der Anwendungsmodalitäten des vorherigen Absatzes festlegen. »

B.3. Die Artikel 3ter, 59bis und 107quater der Verfassung und die Artikel 4bis 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 verliehen dem Dekretgeber die Befugnis, verschiedene Angelegenheiten per Dekret zu regeln. Artikel 19, § 1, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt jedoch, daß « das Dekret die Angelegenheiten regelt, auf die sich Artikel 4 bis 11 beziehen, unbeschadet der Zuständigkeiten, die laut Verfassung dem Gesetz vorbehalten sind. »

Hieraus ergibt sich, daß der Dekretgeber — außer in dem Fall, wo dies besonders und ausdrücklich durch die Gesetze zur Reform der Institutionen vorgesehen ist — die ihm zugewiesenen Angelegenheiten nur unter der Bedingung regeln kann, daß er in keiner Weise in die Zuständigkeiten eingreift, die laut der Verfassung dem Gesetz vorbehalten sind.

Die den Räten aufgrund von Artikel 10 des Sondergesetzes gebotene Möglichkeit, rechtliche Bestimmungen in bezug auf Angelegenheiten festzulegen, für die sie nicht zuständig sind, ist nicht anwendbar auf Zuständigkeiten, die laut der Verfassung dem Gesetz vorbehalten sind.

Artikel 94 der Verfassung bestimmt : « Gerichte und Verwaltungsgerichte können nur aufgrund eines Gesetzes ins Leben gerufen werden. »

Aufgrund dieser Verfassungsbestimmung legt der Gesetzgeber die gerichtlichen Zuständigkeitsbereiche der ordentlichen Gerichte und der Verwaltungsgerichte fest.

B.4. Indem der Dekretgeber alle Gerichtsbehörden ermächtigt, den Aufschub der Ausführung einer Genehmigung anzuordnen, der auf der Nichteinhaltung des Systems der Bewertung der Ein- und Auswirkungen der Projekte auf die Umwelt gründet, legt er die Zuständigkeitsbereiche der Gerichte fest. Wie der Hof dies in seinem Urteil Nr. 41/90 in Beantwortung einer durch den Staatsrat gestellten Frage feststellte, regelt er somit eine Angelegenheit, die laut der Verfassung dem nationalen Gesetzgeber vorbehalten ist.

Insofern verstößt Artikel 21 des Dekrets vom 11. September 1985 gegen die Vorschriften, die durch die Verfassung oder kraft derselben festgelegt wurden, um die jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen zu bestimmen. Die in dieser Bestimmung enthaltenen Wörter « oder gerichtlich » sind zu annullieren.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

annulliert die Wörter « oder gerichtlich » in Artikel 21 des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt.

So verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Mai 1992.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
I. Pétry.